



INTIMIDATION

JUSQU'AU DOMICILE D'UN COLLÈGE

Le jeudi 26 juin, notre collègue sort le midi pour appeler sa famille depuis sa voiture. Pendant ce temps, deux anciens détenus le filment avec leur téléphone. Notre collègue passe son bras par la portière et lui demande d'arrêter immédiatement. Au même moment, le second lui agrippe la main. Il réussit à décrocher la prise et les fait fuir.

Le lendemain, un collègue procède à une fouille de cellule et trouve un téléphone avec le visage du surveillant, ce détenu le croise de nouveau et lui dit : « **Tu faisais moins le malin hier dans ta voiture en lui disant la marque de son véhicule.** ». Notre collègue était devenu une cible en détention.

A cet effet, le syndicat local **FO Justice** exige le transfert du détenu M qui était en possession du téléphone portable. Mais les choses s'aggravent fortement. À 15 H 20, sa femme toute paniquée téléphone à la maison d'arrêt pour lui dire **QU'UNE CAMIONNETTE BLANCHE FILME LA MAISON.**

Le syndicat local **FO Justice** la sonnette d'alarme, car il ne faut surtout pas oublier les attaques ciblées sur nos collègues et leurs familles récemment.

Le syndicat local **FO Justice** demande des sanctions exemplaires et condamne ces actes odieux.

Malheureusement, la direction ne soutient pas notre collègue dans son travail au quotidien.

Notre collègue s'est vu remettre la réponse à sa demande d'explication ce jeudi, durant les échanges avec la cheffe d'établissement, celle-ci lui rétorque « **ARRETEZ DE POLLUER LA DÉTENTION** » parce qu'il trouve énormément de téléphones et d'autres objets interdits en détention.

Notre collègue s'implique énormément dans ses missions pour garantir la sécurité de l'établissement, cela lui vaut, à lui et à sa famille, des actes d'intimidation graves.



Sa famille ne devrait pas vivre en totale insécurité. Quel était le but de filmer sa maison ? Peut-être de lui envoyer une équipe ?

Il faut envoyer un message fort à la population pénale pour montrer que c'est intolérable de s'en prendre impunément aux surveillants jusqu'à leur domicile.

Le syndicat local FO Justice lui apporte tout son soutien ainsi qu'à sa famille.

